



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

EGLISE EVANGELIQUE DE LA GRACE

Association culturelle régie par la loi du 9 décembre 1905

Siège social : 48 rue des Meuniers

75012 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



EGLISE EVANGELIQUE DE LA GRACE

Association culturelle régie par la loi du 9 décembre 1905
Siège social : 48 rue des Meuniers
75012 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association EGLISE EVANGELIQUE DE LA GRACE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **EGLISE EVANGELIQUE DE LA GRACE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la trésorière et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 9 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Brice ROGIR

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	200 000		200 000	200 000
Constructions	964 119	45 998	918 121	772 889
Installations techniques, matériel et outillages industriels	15 608	342	15 265	
Autres immobilisations corporelles	8 835	3 471	5 364	3 967
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	95		95	95
TOTAL I	1 188 657	49 812	1 138 845	976 951
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 332		4 332	66 347
Charges constatées d'avance				206
TOTAL III	4 332		4 332	66 553
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 192 989	49 812	1 143 177	1 043 504

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	388 747	366 245
Excédent ou déficit de l'exercice	96 294	22 502
Situation nette	485 041	388 747
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	485 041	388 747
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	605 377	649 066
Emprunts et dettes financières diverses	50 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 759	5 691
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	658 136	654 757
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 143 177	1 043 504

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	21 000	21 000
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	215 569	139 051
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
TOTAL I	236 569	160 051
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	1 236	1 852
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	31 525	30 868
Aides financières	8 943	10 311
Impôts, taxes et versements assimilés	4 968	4 909
Salaires et traitements		
Charges sociales	61 256	58 561
Dotations aux amortissements et dépréciations	20 667	17 200
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	-1	2
TOTAL II	128 595	123 703
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	107 975	36 348
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	398	1 427
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	398	1 427
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 821	11 565
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	10 821	11 565
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-10 423	-10 138
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	97 552	26 209

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		483
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		483
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	8	12
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	8	12
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7	471
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 250	4 178
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	236 967	161 960
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	140 673	139 458
EXCÉDENT OU DÉFICIT	96 294	22 502

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Préambule

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 143 177 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 96 294 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Présentation de l'entité

L'Eglise Evangélique de la Grâce est une association culturelle régie par la loi de 1905. Elle a pour principale activité la gestion du culte qui se traduit majoritairement par l'accueil des fidèles et la tenue d'offices. Les ressources de l'église se composent essentiellement des offrandes et dons perçus lors des offices. L'église en soutient également d'autres situées au Maroc, au Togo et au Burkina-Faso.

Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

En 2024, il y a eu des travaux d'aménagement pour le changement de destination des locaux existant à usage de commerce en locaux à usage de Service Public ou d'intérêt Collectif (locaux culturels) du 1er sous-sol au rez-de-chaussée plus mezzanine avec modification de la devanture. Ces travaux se sont déroulés d'avril à août 2024, période durant laquelle les cultes ont été organisés en visio. Les cultes ont pu reprendre au 48 rue des Meuniers le 1er septembre 2024.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Nature de l'immobilisation	Durée
Constructions	50 ans
Agencements et aménagements	7 à 10 ans
Mobilier	3 à 5 ans

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Elles sont comptabilisées dès que le débiteur véritable est identifié.

Dons

Les dons manuels sont portés en recettes de fonctionnement.

Emprunts

L'Eglise a souscrit en 2022 un emprunt d'un montant de 720 000 euros sur 15 ans dans le cadre de l'acquisition des nouveaux locaux sis au 48 Rue des Meuniers 75012.

Le montant restant à rembourser au 31.12.2024 est de 605 376,63 euros.

L'Eglise a souscrit deux prêts auprès de l'Institut Théologique du Soir :

- Le 1er prêt date du 18 mai 2024 et a été accepté par l'AG de l'église du 6 juillet 2023. Il est d'un montant de 20 000 euros sur 11 ans.
- Le 2nd prêt date du 1er juin 2024 et a été accepté par l'AG de l'église du 1er juin 2024. Il est d'un montant de 30 000 euros sur 13 ans et 5 mois.

Contributions volontaires en nature

L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. L'objet même de l'Eglise ainsi que son fonctionnement entraînent la mobilisation de bénévoles. Néanmoins, la valorisation de ces derniers n'a pas été retenue au regard de l'importance des ressources de l'association.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 euros.

Charges sociales

Les charges sociales correspondent aux indemnités versées au ministre du culte.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains	200 000		
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions	800 000		164 119
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers			15 608
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	6 000		2 835
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 006 000		182 562
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	95		
TOTAL	95		
TOTAL GÉNÉRAL	1 006 095		182 562

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains			200 000	
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const.			800 000	
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers			164 119	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			15 608	
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			2 835	
TOTAL			6 000	
TOTAL			1 188 562	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			95	
TOTAL			95	
TOTAL GÉNÉRAL			1 188 657	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	27 111	16 000		43 111
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		2 887		2 887
Installations techniques, matériel et outillage industriel		342		342
Installations générales, agencements et aménagements divers		238		238
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 033	1 200		3 233
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	29 144	20 667		49 812
TOTAL GÉNÉRAL	29 144	20 667		49 812

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	366 245	22 502			388 747
Excédent ou déficit de l'exercice	22 502	-22 502	96 294		96 294
Situation nette	388 747		96 294		485 041
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL	388 747		96 294		485 041

Commentaires : néant

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	95		95
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	95		95

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	605 377	43 690	186 383	375 304
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	50 000	1 000		49 000
Fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	726	726		
Impôts sur les bénéfices	1 250	1 250		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	783	783		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	658 136	47 449	186 383	424 304

Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Canada	4/4/24	Personne physique	Don	Direct	Virement bancaire	1 006,61 euros
Canada	14/6/2024	Personne physique	Don	Direct	Virement bancaire	1 500 euros
Total dons Canada						2 506,61 euros
Suisse	21/05/2024	Personne physique	Don	Direct	Virement bancaire	500 euros
Suisse	03/05/2024	Personne physique	Don	Direct	Virement bancaire	100 euros
Total dons Suisse						600 euros
Suisse	12/09/2024	Autre personne morale	Participation financière (frais location salle)	Direct	Virement bancaire	250 euros
Total participation Suisse						250 euros